

RAPPORT DU TRESORIER ADMINISTRATEUR DE L'UNEF

72ème CONGRES 19 22 NOVEMBRE 1987

SAINT ETIENNE

Chèr(e)s Camarades,

Le 72ème Congrès National va marquer une étape décisive dans l'approfondissement de notre orientation au coeur des études. La stratégie du rassemblement que nous sommes en train de définir appelle de nouvelles pratiques dans notre syndicat, de nouveaux rapports avec l'ensemble des étudiants.

L'UNEF est aussi, aujourd'hui à l'Université, la seule force syndicale qui a un objectif central : le développement des luttes à partir d'un vécu proprement insupportable.

C'est dire si notre place dans le mouvement est important.

1er Rôle de l'activité financière.

Dans un tel contexte, l'UNEF doit développer à plein son orientation. C'est une question d'efficacité pour l'ensemble du mouvement. Parce que nos objectifs, notre intervention, nos propositions y occupent une place originale. Il nous faut l'exprimer, sans volonté hégémonique mais aussi sans fausses pudeurs. Proposons, décidons, débattons. Avec tous les étudiants.

L'UNEF est faite pour cela !

Cependant, de telles mesures ne peuvent reposer seulement sur notre force militante. Même si le nombre que nous y sommes conditionne beaucoup de notre activité, l'intervention du syndicat, son développement dans le cadre de luttes rassembleuses, son rayonnement, ont besoin de supports qui éclairent sur nos positions, expliquent nos comportements. Dans les événements qui se préparent, l'UNEF a à faire connaître ses analyses et ses propositions, à fournir aux étudiants des perspectives concrètes.

En un mot, donner du contenu au rassemblement !

Vous le devinez, il n'y a pas mille et une recettes.

L'intervention dans les amphithéâtres, les tracts ou affiches, tout matériel de propagande est nécessaire à la diffusion des informations, de nos propositions.

Cela ne peut se faire sans moyens.

Le fric ! Eh oui ! On y revient toujours !

Combien de problèmes -parfois graves-, parce que l'activité financière est nulle ?

Sans argent, il n'y a pas d'existence efficace possible.

Sans activité financière, l'UNEF, ses AGE ne peuvent rien construire de durable en terme de rapports de rapports de force. Et tous ici, nous avons bien conscience que notre rôle dans l'avenir est important.

En tant que syndicat,

Nous sommes les seuls à vouloir le développement des luttes !

Les seuls à concevoir un rassemblement large, pluraliste, démocratique !

Les seuls à proposer des axes transformateurs !

Nous sommes enfin les seuls à vouloir gagner !

Et tout ça, ne se revoit pas en baisse. Cela exige d'élever le niveau de notre intervention. Une politique financière à la hauteur des enjeux !

D'ailleurs le gouvernement ne s'y trouve pas.

L'UNEF le gêne.

Alors il réprime, fidèle à son habitude. Toutefois, ici, il n'est pas question de matraque, de cow-boys déguisés en flics.

Il ne s'agit ici que de supprimer 50 % de notre subvention nationale, soit 100 000 francs lourds. Et comme ce n'est pas suffisant, on nous fait languir. A ce jour, 21 novembre 87.

4 mois après l'annonce officielle du versement à l'UNEF par le M.E.N. de la subvention nationale, on attend toujours.

Preuve, s'il en fallait, que l'arme financière est redoutable.

Aussi une activité de trésorerie dans chaque associations, chaque A.G.E. est absolument vitale.

Vitale, on l'a vu, pour notre place dans le mouvement.

Vitale aussi, pour l'approfondissement de notre orientation, pour l'intégration de tous nos adhérents.

Je dirai que c'est une question de démocratie, donc d'efficacité.

Chacun de nos adhérents doit être informé de ce qui se fait, se pense dans les syndicats : de l'Union nationale à son association.

Chacune de nos A.G.E. doit participer à la vie démocratique de l'UNEF, prendre la part des débats et des décisions.

Cela veut dire plus de courriers envoyés aux responsables d'A.G.E., des publications en plus grand nombre et de qualité croissante, une participation constante des A.G.E. aux réunions nationales, le Collectif National notamment.

Des efforts au niveau national ou local ont eu lieu :

L'envoi de l'UNEF-Information à tous les adhérents.

La création de la publication AGIR.

Le guide national de rentrée.

Pour ne citer que ces exemples.

De plus, des A.G.E. font des efforts dans le même sens :

Propagande locale à Nancy, le G.U. de Grenoble, etc...

Mais sans politique financière, pas de miracles.

Ce développement démocratique ne peut exister. Et c'est tout notre fonctionnement qui est grippé. Avec des conséquences dommageables sur notre activité.

Alors, il n'y a qu'une seule voie à suivre. Si nous voulons tout mettre en place, il faut en mettre un coup aussi sur le fric. Et sans complexe !

L'UNEF n'a pas de fonds privés, secrets. Elle vit de son activité, de ses adhérents. Ce sont donc bien les étudiants qui la financent ! Les étudiants et eux seuls !

Alors, engageons une véritable politique financière à partir des associations. Chaque support doit être financé : du tract au 4 pages, rien ne nous est gratuit. Organisons des collectes lors de la diffusion de ces matériels.

D'autant que, là encore, les étudiants ont profondément changé. Le mouvement de l'automne 86, les Etats Généraux en ont apporté une démonstration flagrante.

A chaque A.G. avaient lieu des collectes pour financer les tracts ou les banderoles, pour soutenir telle ou telle associations !

Quand les étudiants comprennent l'utilité du syndicat, ils n'hésitent pas plus. A Nancy, les collectes sur le guide local se font

naturellement. Et ça marche, pour peu qu'on s'organise.

Au delà des seules ressources étudiantes, les A.G.E. de l'UNEF possèdent le plus souvent une ou plusieurs coops, quelquefois des services encore plus importants. Même si leur gestion doit être bien différenciée de la Trésorerie, et que, par ailleurs, elle n'y supplée pas, ces services représentent soit un moyen propre de l'expression du syndicat et de son indépendance, soit un apport financier supplémentaire.

Enfin, il reste les cotisations des adhérents.

50 francs/mois, ce n'est pas énorme. Et pourtant, le paiement des cotisations dépassent dans trop peu d'A.G.E les 30 % du total. Quel manque à gagner ! Quel gâchis ! Au niveau financier et au niveau de l'organisation. Car, par expérience, un adhérent qui ne cotise pas, c'est bien souvent un adhérent qu'on ne revoit pas !

Sur ce plan, nous devons être sans concession.

Payer sa cotisation fait partie de l'acte syndical.

Nous devons être exigeant sur cet article.

2ème Bilan de Prévisions

Nous le disions au 71ème Congrès. L'activité financière doit faire l'objet d'un changement profond de comportement.

Depuis les choses ont avancé.

La conférence Nationale de Orsay, les 10 et 11 Avril derniers, à marqué une nouvelle étape dans la politique de l'Union Nationale en matière de Trésorerie.

Constatant les immenses problèmes financiers auxquels certaines A.G.E. étaient confrontées, prennent en considération le manque d'activités dans ce domaine, nous avons décidé une réorientation en deux points.

. Prendre comme point de départ les situations réelles des A.G.E. et de l'Union Nationale, leurs besoins, pour définir en commun des objectifs réalisables et progressifs.

. La priorité des priorités devenant l'assainissement
-Voire le développement- des A.G.E. et de l'U.N.

Des améliorations sensibles ont eu lieu depuis.

Les versements des A.G.E. jusqu'à fin Septembre ont été honorés à 60 %. Ce qui constitue un premier pas.

La même constatation est à faire quant au paiement des mandats à l'entrée du 72ème Congrès. La majorité des A.G.E. les ont rempli.

Je dois quand même faire remarquer que ces objectifs étaient modestes, reflet d'une situation critique, et qui le reste.

Par ailleurs, la mise en place du Secteur Trésorerie au niveau du B.N. a permis un travail de suivi plus important envers les A.G.E., même si tout n'a pas été parfait, loin de là.

* Sortie d'un bulletin aux Trésoriers. (3 numéros)

* Rencontre nationales des Trésoriers d'A.G.E.

Au niveau des initiatives nationales, des progrès ont aussi eu lieu avec les manifs du 22 mars, du 14 juin.

Cela dit, nous restons encore très en dessous de nos possibilités.

Une meilleure structuration du Secteur est nécessaire, avec la participation effective de certains Trésoriers d'A.G.E. au travail.

Toutes les décisions du 71ème Congrès National n'ont pas été tennues, force est de constater.

Nous n'avons pas pu élever le niveau suffisamment pour les atteindre.

Un de ces objectifs, central, concernait le remboursement des dettes de l'Union Nationale : nous nous propositions d'éponger notre passif en 4 ans, sur la base de 500 000 francs par an.

Nous sommes loin du compte.

La suppression de la moitié du montant de la Subvention nationale nous met même dans une position délicate, fragile.

VOICI LE BUDGET 86/87 DE L'UNEF

<u>Dépenses</u>		<u>Recettes</u>	
110 000	Salaires + charges	Subvent. Nationale	100 000
90 000	Téléphone	Subvent. Locales	120 000
195 000	Propagande	Versements A.G.E	600 000
70 000	Courriers	Congrès	205 000
125 000	Charges/entretien	Dons	55 000
320 000	Dettes	Manifestations	30 000
200 000	Congrès		
67 000	Manifestation		
<hr/>		<hr/>	
TOTAL.....	1 177 000	TOTAL.....	1 110 000

DEFICIT : - 67 000 FRANCS

Face à cette situation, plusieurs conclusions s'imposent.

Nous devons faire de ce Congrès un grand moment de décisions.

En premier lieu, nous ne pouvons plus nous permettre une nouvelle dette. Qu'on me comprenne : il ne s'agit pas de reprendre une politique d'austérité. Des supports financiers (Badges, autocollants, journaux, etc...) sont nécessaires. Ils dynamisent l'activité financière.

Cependant, pour tous matériels de propagande, nous proposons de nous orienter vers une diversification de nos ressources.

En second lieu, l'UNEF doit se développer, se moderniser.

Nous l'avons commencé en changeant de Siège National, au 52, rue E. PARIS, dans des locaux plus fonctionnels.

Le Bureau national propose qu'une partie de nos ressources

servent au développement de nos infrastructures (informatisation de nos fichiers, personnels...).

DANS CE CADRE JE VOUS PRESENTE

LE BUDGET PREVISIONNEL 1987/88

<u>Dépenses</u>		<u>Recettes</u>	
Salaires + charges	150 000	Subvent. nationale	100 000
Téléphone	95 000	Subvent. Locales	100 000
Propagande	400 000	Versements A.G.E.	660 000
Entretien B.N.	120 000	Publicité:	350 000
Dettes	355 000	Dons	60 000
Courriers Suivies	150 000	Ass. des anciens	
<hr/>		<hr/>	
TOTAL.....	1 270 000	1 270 000

c) Les perspectives de travail :

De telles prévisions s'accompagnent de mesures plus précises, incontournables qui aident à comprendre l'évolution de notre activité, donnent des points de repères.

1. Des trésoriers d'A.G.E. et d'associations partout : En effet, le niveau des attaques portées à notre droit aux études, la mise en place de notre démarche exige une permanence de l'activité de trésorerie. Le Syndicat se doit d'intervenir rapidement, quotidiennement. Comment Cela est-il possible si personne dans l'A.G.E., dans l'association n'a le souci continu de trouver les moyens financier nécessaire à l'expression du Syndicat.

Un trésorier n'est pas le collecteur mais celui qui impulse la bataille financière, qui organise la collecte. Toute action, toute lutte dans laquelle l'UNEF intervient doit s'auto-financer. Je le disais tout à l'heure quand les étudiants sont acteurs du mouvement, ils n'hésitent pas à le financer.

2. Les versements à l'Union Nationale :

Qu'il s'agisse des objectifs mensuels ou des prélèvements automatiques individuels, ils constituent une part déterminante des ressources.

En effet, l'Union Nationale vit au rythme des A.G.E., ses ressources propres se limitant à la subvention nationale.

Pour ce qui est des objectifs mensuels, nous avons la volonté de les fixer avec les A.G.E. par la discussion.

Ces objectifs doivent tenir compte de la situation financière des A.G.E., des perspectives de développement des besoins de l'Union Nationale, quant à son développement et à l'assainissement de notre trésorerie.

Les prélèvements automatiques individuels constituent un revenu mensuel fixe, sur lesquels nous pouvons compter à coup sûr.

L'objectif est que ces prélèvements couvrent les frais incompressibles : électricité, téléphone, la secrétaire, les frais de courrier.

3. Le renforcement du secteur :

Atteindre nos objectifs, permettre le développement de nos associations, de nos A.G.E., de l'Union Nationale nécessite que le secteur trésorerie progresse et gagne en efficacité.

La formation des trésoriers en est un moyen ; impulser l'activité financière, faire que chaque adhérent ait le souci du financement du syndicat n'est pas toujours chose facile. Le bulletin du Secteur, des stages nationaux est locaux peuvent nous permettre d'aller de l'avant.

De même, les rencontres nationales des trésoriers permettent d'échanger des expériences, de faire le point de la mise en place de

nos décisions.

4. La question de la cotisation

Suite au constat que nous avons fait, le B.N. a décidé d'en faire une question primordiale.

Dans cet esprit, il propose qu'A.G.E. par A.G.E., Association par Association nous décidions d'aller : tions soient payées au 1er Janvier 1987.

Nous proposons également qu'une commission regroupant tous les trésoriers d'A.G.E. réfléchisse aux modalités qui permettraient une meilleure perception de la cotisation.

Les propositions de cette commission seraient soumises au Collectif National.

D. Les moyens du syndicat

Permettre le développement du syndicat pour atteindre les objectifs qu'il se fixe nécessite que le congrès se prononce sur deux mesures importantes.

Tout d'abord, il apparait nécessaire de diversifier nos ressources. Donner plus de moyens au syndicat, c'est réfléchir aux possibilités qui s'offrent à nous et que nous négligeons aujourd'hui.

Nous devons faire des efforts pour trouver des publicités susceptibles de financer nos publications, voire même d'en dégager des ressources supplémentaires.

Il s'agit aussi, des subventions des collectivités locales et des Universités. Trop souvent nous n'envoyons pas les demandes ou alors trop tard.

Poutant ça peut rapporter gros alors, systématisons les demandes de subventions aus Régions, Conseils Régionaux, Mairies, Universités, Conseil d'UER OU UFR.

De plus, trop souvent nous oublions les listes de Membres honoraires, nous ne rappelons pas aux anciens qu'ils peuvent toujours aider l'UNEF nous n'allons pas demander à nos profs leur soutien financier.

Par ailleurs, le Bureau National propose la création d'une Commission Technique Nationale. Ce n'est pas une commission de plus, bien au contraire, elle nous permettrait de gagner du temps, d'être plus efficaces car trop souvent nous pêchons par l'organisation technique.

En effet, il s'agit de créer les conditions techniques qui permettent à l'UNEF de mettre en place sa démarche en laissant le moins de choses possibles au hasard.

Cher(e)s Camarades,

Nous connaissons un Congrès placé sous l'offensive.

De prochaines échéances vont avoir lieu, importantes le mouvement. L'UNEF a sa place à y prendre.

Cela passe aussi par des associations, des A.G.E. et un B.N. à l'initiative, sur les questions financières.

Moins nous connaissons les contraintes du financement de nos activités, mieux nous pourrions développer les luttes. Le rassemblement des étudiants.

Là aussi, allons de l'avant !

Faisons des questions financières, un souci quotidien. Faisons de l'UNEF un outil encore plus efficace, plus fort.

Malgré nos difficultés, malgré les attaques gouvernementales dont nous sommes l'objet.

Nous tous, ici, nous pouvons faire front. Lançons la bataille en grand.

L'UNEF vit, L'UNEF vivra ! Elle continuera d'être de toutes les initiatives pour arrêter la dégradation de nos conditions de vie et d'études.

Et assurons tous nos détracteurs et nos adversaires : Rien ni personne n'aura l'Union Nationale des Etudiants de France par le fric !